



# Le grand nettoyage n'a pas eu lieu

**Ordures.** Depuis 2000, des multinationales sont chargées de nettoyer les rues. Ce qui bouscule le confort d'une population habituée aux services de ses chiffonniers. Enquête.

Environ 16 000 tonnes de déchets sont ramassées chaque jour dans les rues poussiéreuses du gouvernorat du Caire. L'équivalent de 360 semi-remorques d'ordures à collecter et à traiter. Jusqu'en 2000, les seuls à s'occuper des débris étaient les *zabbalines*, couramment appelés chiffonniers. Les Caireotes confiaient leurs sacs-poubelles à une seule personne. Une relation de confiance pouvait s'instaurer. « On peut échanger ensemble, discuter. Il vient un jour sur deux. C'est une habitude », confie Amal, un habitant du centre-ville. Chaque *zabbal* s'occupe d'un quartier, gravit les marches des immeubles, frappe à chaque porte, à cha-

que étage et reçoit cinq livres égyptiennes par mois (0,6 euro) pour ce service. Il transporte ensuite les ordures dans une petite carriole jusqu'au Moqattam : la colline aux ordures, là où il habite. Un système de collecte bien rodé mais informel, qui ternissait quelque peu l'image du pays, très loin des standards européens de la propreté.

## La privatisation miracle ?

Le gouvernement a alors décidé de prendre en charge le système de ramassage des ordures. Mieux organiser la gestion des déchets et asphyxier par la même occasion l'activité phare des chiffonniers car la situation était devenue critique. « La surpopu-

lation dans les immeubles, la densification exponentielle, l'augmentation du nombre de déchets par habitant, nous ont poussé à changer notre politique, déclare Amin Khayal, directeur de l'Agence égyptienne pour les affaires de l'environnement. Il fallait modifier le mode de traitement des déchets solides afin d'améliorer la situation sanitaire de notre pays. »

Le gouvernorat du Caire a lancé un appel d'offres aux entreprises multinationales pour la gestion des ordures dans la capitale égyptienne. Les zones Est et Ouest ont été octroyées aux entreprises espagnoles EES et Enser, le nord à l'italienne AAEC et le sud aux entreprises égyptiennes Fustat et Europa 2000.

Cette privatisation vise à remplacer les carrioles des *zabbalines* par des camions dédiés à la collecte des ordures ; trier à grande échelle et non pas au sein d'une famille et recycler de grandes quantités de débris pour en faire un commerce. Afin de s'assurer de l'efficacité de l'organisation, le gouvernorat du Caire a chargé l'organisme de propreté et d'embellissement de contrôler les activités des multinationales. Une amende de 200 livres (26 euros) peut ainsi être infligée aux entreprises qui négligent la propreté dans une zone donnée. « Un procédé dissuasif, selon Nagwa el-Karawy, responsable des projets dans l'entreprise de traitement des ordures AAEC. Ces contraintes sont une des raisons pour lesquelles l'entreprise Enser a dû se retirer du marché après cinq ans d'existence. » Et surtout, il faut tenir compte des spécificités de l'Égypte. « Pour qu'une entreprise internationale s'implante correctement, il est nécessaire que les employés soient des locaux. Il faut "égyptianiser" le système », martèle le responsable d'AAEC.

## Adaptation difficile

Le gouvernement a choisi d'indexer les prix du service de nettoyage des rues sur la facture d'électricité, un tarif variable selon les secteurs. Huit livres par mois dans le chic Zamalek ; trois livres à Manshiet Nasser, plus populaire. Aujourd'hui, l'écart s'est creusé entre les quartiers en matière de propreté : plus on paie, meilleur est le service. Et en arpentant les rues de la ville, la différence est visible. Les rues de Zamalek sont débarrassées de la

**Laila Rashed Iskandar, directrice de Community & Institutional Development**  
**« Les faire trier leurs déchets, c'est une illusion »**

## L'Égypte peut-elle s'adapter aux systèmes européens de traitement des déchets ?

Nous avons de très mauvaises habitudes de vie en Égypte. On jette les ordures par terre sans y penser. Alors demander aux habitants de trier leurs déchets du jour au lendemain, c'est une illusion. Il faut d'abord qu'ils prennent conscience des enjeux liés à l'environnement.

## Les campagnes de sensibilisation réalisées par les multinationales telle AAEC vous semblent-elles être une solution ?

Oui, elles sont primordiales, mais elles doivent passer par le *zabbal* (le chiffonnier). Il faut qu'il comprenne que le

recyclage peut lui rapporter de l'argent. Il aura ainsi un intérêt à éduquer la population. Si les résidents trient leurs déchets, le *zabbal* gagnera du temps. Il doit faire fructifier la relation de confiance qu'il entretient avec eux.

## Et les *zabbalines* sont-ils conscients de leur rôle ?

Ils commencent à s'en rendre compte. Ils ont, par exemple, lancé une campagne de sensibilisation au quartier de Maadi pour expliquer aux résidents le principe du tri des déchets à la source. A travers cette initiative, les *zabbalines* ont dépassé leur rôle de chiffonniers. Ils doivent avant tout axer leur discours sur la



**LAILA RASHED ISKANDAR.**  
**« Les *zabbalines* ont dépassé leur rôle de chiffonniers »**

PAULINE BUISSON

jeune génération. C'est grâce à elle que les questions liées à l'environnement pourront s'imposer dans la société.

**PROPOS RECUEILLIS PAR PAULINE BUISSON ET ELITE CHEHADED**



**DÉCHARGE A CIEL OUVERT.** L'entreprise égyptienne Ecaro est en charge du traitement des déchets dans les quartiers sud de la capitale. Ici, des employés trient puis recyclent les ordures. PAULINE BUISSON

plupart des débris, alors qu'ailleurs, papiers, canettes métalliques et autres débris jonchent le sol.

Sept ans après l'arrivée de ces entreprises, la révolution hygiéniste n'a pas eu lieu. Les *zabbalines* continuent à se charger de la collecte des ordures, mais doivent en plus cohabiter avec les multinationales. Ils sont contraints de ruser, passer avant les employés des entreprises privées pour défendre leur gagne-pain. Puis, il a fallu développer de nouvelles activités et intensifier le recyclage, par exemple. C'est une des missions que s'est fixée l'association L'esprit des jeunes. Elle forme les enfants des *zabbalines* au recyclage des bouteilles pour ensuite revendre les granules de plastique aux industries.

« Le gouvernement voulait se débarrasser du système des chiffonniers. Le Caire était sale et disposait de vieilles infrastructures. L'Etat a choisi de se tourner vers des solutions clés en main, en faisant venir les multinationales en Egypte, sans tenir compte des habitudes des Cairotes », proteste Izzat Naim Jundi, président de l'association.

Les entreprises privées, elles, ont décidé de distribuer des bacs de collecte aux résidents pour les inciter au tri.

**« L'écart s'est creusé en matière de propreté. Plus on paie, meilleur est le service. »**

Mais l'Egypte n'est pas l'Europe. « Les gens se sont dit : "Comment ça, je dois descendre mes ordures en bas de mon immeuble ? Je suis un pacha moi, pas question de cela !" », ironise Izzat Naim Jundi. Les conteneurs distribués étaient régulièrement volés, sans doute pour revendre le plastique. Le tri des déchets s'effectue donc dans les usines de traitement des ordures. Dans le sud du Caire, au-delà d'Helwan, l'entreprise égyptienne Ecaro

prend en charge les ordures collectées dans les quartiers sud de la ville. Les débris sont d'abord triés. Le papier, le métal et le verre sont revendus à d'autres firmes ; le plastique est travaillé et les déchets organiques sont transformés en compost. Après cinquante jours de fermentation et maturation, l'engrais est revendu aux industries.

L'Agence égyptienne pour les affaires de l'environnement compte d'ailleurs mettre l'accent sur cette utilisation très rentable des ordures. Deux filières de recyclage, l'une formelle, l'autre informelle, cohabitent donc pour traiter les déchets. Au final, si le but est identique, la différence se fait au niveau des moyens. C'est un peu David contre Goliath. Alors, certains *zabbalines* ont succombé aux propositions d'embauche des multinationales. Mais, là encore, ce sont deux cultures qui s'opposent. « Cela nous a pris une année entière pour négocier les contrats avec les *zabbalines*, reconnaît Nagwa el-Karawy, responsable d'AAEC. Ce sont des sous-traitants. Il a fallu leur apprendre

qu'ils ne devaient plus toucher d'argent directement des résidents. » Malgré tout, les Cairotes sont habitués à la venue des chiffonniers et continuent parfois de les rémunérer, un brin nostalgiques.

Dans certains quartiers, les *zabbalines* ne viennent plus. « Avant, on voyait le *zabba* tous les jours ou tous les deux jours, explique Said, qui habite le centre-ville. C'est le gardien de mon immeuble qui descend ma poubelle dans un container. Les éboueurs récupèrent le tout une fois par semaine. On ne voit plus personne, on n'a plus l'occasion de discuter ensemble. »

La privatisation est peut-être apparue comme un espoir pour certains. Cependant, lorsque l'on voit l'état des rues, la question de la gestion quotidienne des déchets est loin d'être résolue. On a certes réussi à se débarrasser des déchets accumulés dans les moindres recoins de la ville depuis les vingt dernières années, mais reste à s'occuper de la gestion au jour le jour des ordures des dix-sept millions d'habitants de la capitale.

**PAULINE BUISSON  
ELITE CHEHADED**